

journalistes, mais cela fait partie des règles du jeu. Radio-Canada fait parfois de très bonnes choses. Et parfois aussi de moins bonnes comme toute autre société d'État. Néanmoins, vue dans une perspective historique, Radio-Canada est l'un des quelques éléments qui ont permis aux Canadiens de communiquer entre eux.

Quand on regarde autour de soi, on constate qu'on a besoin d'un moyen pour commencer à se donner une vision nationale et à donner aux Canadiens le sens de l'avenir. Nous devons être en mesure de pouvoir communiquer entre nous. Or, le moteur de cette communication ne saurait être simplement l'intérêt commercial. Il faut également un organisme d'intérêt public, sans but lucratif, qui peut servir de forum nous permettant de communiquer par la diffusion régulière de nouvelles et d'émissions spéciales sur les affaires publiques. La SRC a un rôle à jouer.

L'un des plus importants services que nous recevons est probablement le service radiophonique anglais et français de Radio-Canada qui constitue un trait commun à toutes les régions isolées. Peu importe que vous soyez à Toronto, comme mon collègue, à Winnipeg, comme moi, ou dans les Territoires du Nord-Ouest, Radio-Canada est partout la même.

Si vous admettez que Radio-Canada est l'une des constituantes de base du Canada qu'il importe de sauvegarder et d'améliorer, il nous faut nous assurer que les services de cette société d'État qui ont une grande valeur pour notre pays sont protégés. Jetons un coup d'oeil sur les services, par exemple le service de télévision parlementaire dont j'ai déjà parlé, et qui est perçu comme une fenêtre ouverte aux Canadiens sur le Parlement. Les Canadiens méritent cet accès aux délibérations du Parlement.

En tant que parlementaires, notre défi est de nous assurer que le nouveau cadre législatif et les nouvelles dispositions de financement permettront l'utilisation maximale et efficace du canal parlementaire. Je pense qu'en y consacrant les fonds qu'il faut, ce service pourrait connaître une grande expansion. Il faudrait le mentionner expressément dans la mesure législative. Nous devrions adopter un amendement démontrant notre appui au service de télévision parlementaire.

Je dirai qu'en ce moment, la situation au Moyen-Orient met en lumière l'importance primordiale de Radio Canada International. Hier, notre critique, la dépu-

tée de Mount Royal, a, à juste titre, demandé au gouvernement s'il appuyait Radio Canada International, particulièrement ses services en arabe au Moyen-Orient.

Voyant avec quelle rapidité la propagande peut nous amener au bord de la guerre, un moyen de communication pacifique dirigé vers un auditoire captif—en ce moment maintenu en captivité par quelqu'un d'autre—revêt une grande importance. Je répète qu'on ne peut présumer que la société va les protéger en cas de compressions. Il faut dire, par le truchement du Parlement, que ce sont des services que nous voulons protéger et que nous sommes prêts à en assumer les coûts.

En troisième lieu, il y a le canal d'informations. L'une des grandes expériences que nous avons vécues au Canada depuis un an concerne la mise sur pied de la chaîne d'informations *CBC Newsworld*. En ma qualité de parlementaire, je puis dire que ce service a changé radicalement la couverture du Parlement et de l'actualité.

Les Canadiens sont maintenant plus au courant de l'actualité parce que les événements sont suivis de plus près, qu'il s'agisse d'une enquête judiciaire portant sur des affaires autochtones au Manitoba ou d'une enquête sur les agressions sexuelles à Terre-Neuve. Tous les événements, petits et grands, font l'objet de bulletins de nouvelles.

En matière de communications, la chaîne *CBC Newsworld* ne coûte pas aussi cher que les grands réseaux et, fait plus important encore, elle n'a pas leurs contraintes de temps, ce qui lui permet de mieux expliquer les événements sans être forcée de le faire en blocs de 15 ou de 90 secondes. Elle peut en parler plus longtemps pour que les gens intéressés puissent mieux comprendre.

*CBC Newsworld* offre aussi une tribune téléphonique, diffusée à partir de Winnipeg, grâce à laquelle les auditeurs peuvent à midi, tous les jours de la semaine, sauf la fin de semaine, téléphoner et donner leur point de vue sur le sujet du jour.

Nous qui sommes députés, nous avons tendance à la paresse, car nous avons l'occasion de parler à la Chambre aussi souvent que nous le voulons pour donner notre point de vue, mais pour chacun d'entre nous il y a 80 000 Canadiens qui n'ont pas cette chance. Ils ont un moyen de parler des problèmes auxquels le pays est confronté sans passer par les hommes politique. Ils devraient notamment pouvoir le faire au moyen de lignes ouvertes ou d'émissions de télévision sur le Parlement qui ne soient